

with key individuals from CTA's Department of Religion and Culture as well as the Department of Information and International Relation, and then reported back to the reader the outcome of those consultations.

Another concern related to the study sample stems from repeated use of the term "the Tibetans" (76, 78, 79). The frequent deployment of "the Tibetans" seems to encompass all Tibetans living in exile (in India and elsewhere). A place where more nuance would also be useful can be seen (95 and elsewhere) where Dr. Kaufmann reports that "Tibetans tend to represent Western societies as spiritually weak and, as such, willing to receive religious teachings from Tibetans." With little demographic detail on who is included in his study, this, unfortunately, conveys the sense that Tibetans are of the same opinion or act in the same way.

More information on sample selection and demographics of those interviewed, and even greater use of direct quotes from his interviews would help the reader to contextualize provocative claims. With respect to provocative claims, here is another example: Dr. Kaufmann notes (76 and elsewhere) that Tibetans tend to present themselves as impoverished (when they are not) to gain sponsors. We acknowledge that many Tibetan children, monks, older adults with no children, and even families are generously supported by Western donors. One dimension of this set of relationships that Dr. Kaufmann glosses over (that we know from our own research) is that some sponsors choose to continue the relationship with their assigned person even after that person's or family's situation has improved. Such circumstances might lead to the perception that well-off

families still unfairly receive financial support. What is not acknowledged is that there are more Tibetan children and older parents who are supported by their family members. They do not rely on sponsors and may even refuse to do so.

Overall, more circumspection regarding study conclusions, and further consideration of alternative explanations contradicting the central claims the author makes would strengthen this book. For instance, the key point in Dr. Kaufmann's depiction of the Tibetan refugees' (and thereby the CTA's) political and religious agenda is that these processes have been manufactured by the actors to fit with popular Western notions (see chapters 3 and 4). The discussion that this could also be the result of natural processes of change, adaptation, and survival is missing.

Finally, we thoroughly applaud Dr. Kaufmann for his work and think, despite his claim to the contrary, that the Tibetan success model speaks to experiences of other diasporic communities, e.g. outmigration, identity crisis, and the need to persevere politically, religiously, and as an ethnic group. Thus, we see less exceptionalism and more overlap between the Tibetan experience and that of other populations than Dr. Kaufmann, perhaps, allows.

---

*Tenzin Wangmo is a senior researcher at the Institute for Biomedical Ethics, University of Basel. She may be contacted at [tenzin.wangmo@unibas.ch](mailto:tenzin.wangmo@unibas.ch).*

*Tenzin Sherab is a PhD student at the University of Fribourg. He may be contacted at [sherab.tenzin@unifr.ch](mailto:sherab.tenzin@unifr.ch).*

### *Forced Migration, Reconciliation and Justice*



Edited by Megan Bradley  
Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2015, pp. 448

Cet ouvrage dirigé par Megan Bradley est publié à un moment où le nombre de personnes déplacées en raison de conflits atteint un niveau sans précédent dans le monde. La réflexion sur des solutions durables à la migration forcée est non seulement d'actualité, mais aussi d'une grande utilité. Ceci d'autant plus que l'accent est mis sur l'importance de la justice et la réconciliation dans ce processus.

L'ouvrage regroupe des contributions d'auteurs de disciplines différentes et d'expériences professionnelles variées qui explorent des concepts et théories, ainsi que des situations locales et nationales. Des méthodes de recherche diverses y sont adoptées, telles que des entrevues,

la recherche ethnographique, et l'analyse historique, juridique et philosophique. Les quatorze chapitres du livre sont structurés autour de trois parties examinant les liens entre les notions de déplacement forcé, la justice et la réconciliation, les expériences de la diaspora et des communautés hôtes, et des solutions à la migration forcée. Une attention particulière est portée sur des questions qui, jusqu'à présent, n'ont pas fait l'objet d'étude systématique. Tel est le cas des pratiques religieuses, de l'histoire orale, des interactions sociales quotidiennes comme autant de moyens de réconciliation entre les communautés affectées par le déplacement forcé.

La première partie compare et contraste divers théories et mécanismes de justice et propose une analyse critique de leur mise en œuvre. Dans son examen des initiatives internationales récentes relatives à la consolidation de la paix, et notamment de la Commission de Consolidation de la Paix de l'Organisation des Nations Unies (ONU), James Milner note que ces initiatives privilégient la prévention de la violence comme solution durable, au détriment de la résolution des causes profondes des conflits. Or une telle approche, selon l'auteur, n'est pas propice à la réconciliation. Partant du constat que la présence prolongée des réfugiés dans les pays voisins peut affecter le processus de paix, Milner suggère que les questions relatives aux réfugiés soient intégrées plus systématiquement dans les réponses aux conflits de longue durée. Anneke Smith porte un regard tout aussi critique aux *Principes sur la restitution du logement et des biens des réfugiés et des personnes déplacées* adoptés par l'ONU en 2005. L'apport de ces principes au processus de réconciliation serait limité pour plusieurs raisons, y compris la priorité qu'ils accordent à la justice corrective, c'est-à-dire la restitution en espèce et le retour des personnes déplacées à leurs logements. Cette solution s'est avérée inefficace, d'après l'auteure, car elle est ni adaptée aux besoins des populations, ni ne répond aux divers défis liés à la justice transitionnelle. Smith note que dans certains pays, les mécanismes internationaux de restitution de biens ont intensifié les tensions sur le terrain. De même, l'éviction forcée de nouveaux occupants de logements après le conflit serait de nature à créer de nouvelles injustices. Cette analyse est partagée par Roger Duthie qui examine la contribution de la justice transitionnelle à la réintégration des réfugiés et aux efforts de réconciliation. Duthie remarque que les personnes déplacées qui rentrent chez elles après le conflit rencontrent des difficultés considérables, telles que la discrimination et l'hostilité, ce qui aggrave le risque de marginalisation psychologique et socioéconomique des individus déplacés. La reconnaissance et la compensation des abus des droits humains causés par les déplacements seraient essentielles à la réintégration. Le soutien à la société civile, les poursuites judiciaires et les sanctions contre des personnes responsables des exactions, et la réforme de la police et de l'armée feraient tous partie des pas positifs de la part de l'état à cet égard. Ces initiatives permettraient la création d'une nouvelle relation entre l'état et les personnes qui retournent chez elles, ainsi que la reconnaissance de celles-ci comme des citoyens à part entière.

La seconde partie de l'ouvrage regroupe des contributions examinant les expériences de la diaspora et des communautés hôtes dans différents pays qui ont été affectés par des déplacements forcés suite à des conflits. Mateja Celestina explore la situation des personnes déplacées en Colombie

qui, en vertu d'un programme gouvernemental, ont été installées dans un hameau et devaient y habiter douze ans avant de gagner les droits de propriété officiels. L'auteure montre que la coexistence entre la population locale et les nouveaux arrivants est difficile en raison des différences culturelles, des conflits de pouvoir, et de la peur et la stigmatisation de l'«autre»; le tout étant exacerbé par les expériences traumatisantes du conflit. Thien-Huong T. Ninh, quant à elle, pose un regard critique sur le rôle de l'Église catholique qui aurait approfondi les divisions existantes entre la diaspora vietnamienne catholique et le peuple khmer au Cambodge. L'auteure explique comment les missionnaires français qui sont retournés au Cambodge après le conflit ont privilégié répandre le catholicisme parmi la population khmer et ont négligé, voire discriminé, la minorité vietnamienne. Le chapitre examine aussi le pouvoir de croyance religieuse dans la réintégration des populations affectées par le déplacement forcé. Comment réconcilier la communauté rwandaise à Montréal et parler objectivement de leur histoire commune? Lisa Ndejuru répond à cette question en analysant le rôle de la narration (*storytelling*) dans le processus de réconciliation. La performance d'histoire orale à travers les techniques de *théâtre playback* offrirait un espace privilégié où les participants peuvent dialoguer et exprimer leur vulnérabilité de manière constructive. Ndejuru estime que la réconciliation nécessite une discussion ouverte des expériences personnelles relatives au conflit et au déracinement.

Des solutions théoriques et pratiques au déplacement sont discutées plus en détail dans la dernière partie du livre. Les contributions conceptualisent le déplacement comme, avant tout, un problème de droits humains et de dignité humaine. Ainsi, Roberto Vidal Lopez critique l'usage rhétorique de la justice transitionnelle en Colombie. Ce discours serait instrumentalisé dans le but de rassurer les bailleurs de fonds internationaux. Huma Haider souligne qu'en Bosnie-Herzégovine, la méfiance entre les communautés est exacerbée par le taux élevé de chômage et les discriminations contre les minorités déplacées. Ceux-ci constitueraient des obstacles majeurs à la consolidation de la paix. Le cas de ce pays illustre que la repossession des propriétés et la reconstruction ne sont pas suffisantes pour assurer une réintégration socioéconomique durable des personnes déplacées. Des constats similaires sont faits par Ayse Betül Çelik qui estime que la reconstruction des logements et la revitalisation économique ne sauraient à elles seules garantir la réconciliation qui nécessite une solution politique aux causes profondes des déplacements forcés en Turquie. L'auteure note que le déplacement a nourri la pauvreté urbaine et que le programme gouvernemental de compensation n'a pas réussi à promouvoir la réconciliation entre le gouvernement et la société turque. Une des raisons

de cet échec serait liée au fait que le gouvernement et les organisations non-gouvernementales ont une conception et un discours diamétralement opposés de la nature du conflit au cœur du déplacement. Cela complique la mise en œuvre de solutions comme la reconnaissance gouvernementale du tort causé à la minorité kurde, et l'établissement des institutions étatiques plus égalitaires. Des problèmes similaires sont constatés au niveau des programmes concernant les réfugiés palestiniens. Michael Molloy, John Bell, Nicole Waintraub et Ian B. Anderson remarquent que la compensation et la réinstallation doivent être complétées par une reconnaissance morale des torts et des abus commis de part et d'autre. Nancy Maroun examine le cas du Liban où un tiers de la population a été déplacé entre 1975-1990 et 75 % de cette population vit sous le seuil de pauvreté. L'auteure a suivi les travaux d'une commission bi-ethnique et bi-religieuse établie dans un des villages choisis dans le cadre de projets-pilotes de réconciliation. Ses conclusions rejoignent celles des contributeurs précédents: le projet-pilote aurait échoué en raison des jeux de pouvoirs, de l'hostilité envers la minorité chrétienne, et de l'absence d'égalité qui auraient mené à la marginalisation de la population déplacée.

Plusieurs chapitres mettent en lumière les bonnes pratiques dans des pays ayant vécu des déplacements forcés. Celles-ci incluent des écoles mixtes enseignant un curriculum commun, des projets d'agriculture et des activités sportives qui réunissent des personnes déplacées, la communauté hôte et des organismes de la société civile. Ces initiatives aideraient à la réconciliation à travers la socialisation et le dialogue, surtout parmi les jeunes. Les auteurs s'entendent sur le fait que les personnes déplacées doivent activement prendre part dans le processus de justice transitionnelle, tout comme la diaspora et les communautés hôtes. En outre, Paige Morrow et Jennifer Winstanley examinent le rôle du droit international pénal comme un outil de réconciliation. Le *Statut de Rome* qui définit le transfert forcé de population comme un crime contre l'humanité aurait le potentiel de briser le cycle d'impunité en permettant le jugement des responsables devant la Cour pénale internationale. Les auteurs

examinent cette possibilité dans le cas du Kenya, tout en soulignant les défis et obstacles inhérents à un tel processus. De même, Mick Dumper conteste la thèse selon laquelle le droit au retour des réfugiés deviendrait caduc avec le temps et le changement des circonstances. Il estime que pour les Palestiniens qui ont été déplacés, la rupture avec le passé n'a jamais été complète et qu'il existe plusieurs options possibles pour la réconciliation. La restitution de propriétés, la compensation, et l'amélioration de la situation économique et du statut juridique des personnes déplacées en feraient partie. Ces solutions devraient être réalisées dans le respect des droits socioéconomiques et culturels des Israéliens.

Le chapitre de conclusion par Megan Bradley synthétise les contributions et ouvre de nouvelles pistes de réflexion sur les intersections entre la justice transitionnelle et la réconciliation. Il explore l'implication de celles-ci pour la recherche, les politiques et les pratiques relatives aux migrations forcées. La richesse de l'analyse et la diversité des pays et des méthodes qui y font l'objet d'études font de ce livre une source d'information précieuse. Les chapitres donnent un riche compte-rendu du contexte historique et des conditions sociopolitiques qui ont été au cœur des déplacements forcés. Ces explications permettent au lecteur de mieux saisir les enjeux liés au déracinement, à la consolidation de la paix et à la réconciliation dans ces pays. Elles permettent également d'identifier les problèmes communs, ainsi que des mécanismes et des stratégies collectives et individuelles de réconciliation et de réintégration. L'ouvrage s'adresse à un public large, y compris aux étudiants, aux chercheurs de diverses disciplines, aux praticiens locaux et internationaux, et à toute personne intéressée aux migrations forcées et à la justice. Il constitue sans conteste une contribution importante aux débats dans ce domaine.

---

*Idil Atak est professeure adjointe au Département de Justice criminelle et Criminologie de l'Université Ryerson. Veuillez la contacter à l'adresse suivante: idil.atak@arts.ryerson.ca.*

### *Creating New Futures: Settling Children and Youth from Refugee Backgrounds*



Edited by Mary Crock  
Sydney: Federation, 2015, pp. 313

**T**his edited volume provides an overview of processes and conditions for children of refugee backgrounds resettling in Australia. The book is divided into three

sections, and the structure of the book works well to educate readers on the global reach of UNHCR resettlement programs and current migration and resettlement trends in Australia.